


En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 151, 26 janvier 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur 

Au fil de la semaine...

Collectivités territoriales

• Rapport sur les EPCI. La taille des EPCI, un levier d'action pour la politique d'égalité des territoires.

CGET. Direction des stratégies territoriales. Janvier 2015. 13 p. + Annexe cartographique

Dans le cadre de la loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et plus spécifiquement sur l'objectif de rationalisation de la carte intercommunale, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique et André Vallini, secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale ont sollicité le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), en juin 2014, pour son expertise et sa connaissance des territoires.

Le rapport remis par le CGET analyse la géographie intercommunale. Il préconise notamment que les futurs périmètres des EPCI se rapprochent, autant que possible, des espaces vécus par les populations. Par ailleurs, il invite à utiliser cette réforme de la taille des groupements intercommunaux pour franchir des étapes en termes de mutualisation des services aux habitants et dans cet esprit, repenser la redistribution des compétences. Le rapport préconise également, qu'à terme, la clause de compétence générale des communes devrait être transférée aux EPCI, qui seraient élus au suffrage universel direct.

• La place des régions françaises dans l'Union européenne : améliorée ou détériorée avec la suppression de 9 d'entre elles ?

Luc Florent.

Population & Avenir, n° 721, 1/2015. pp. 4-7.

Exception en Europe, la France réduit drastiquement le nombre de ses régions : de 21 à 12 dans la partie continentale de la France métropolitaine. Les décideurs promettent que cela va renforcer les régions françaises au sein de l'Union européenne. Est-ce certain ?

• Les collectivités à l'heure du mécénat : première étude sur le mécénat au bénéfice des collectivités territoriales françaises.

Cabinet Ernst & Young. October 2014. 52 p.

La présente étude s'articule en deux volets : l'un quantitatif, fondé sur les résultats d'une enquête réalisée au cours de l'été 2014, éclairant la perception qu'ont les Français du mécénat porté par les collectivités ; l'autre qualitatif, permettant de bénéficier des retours d'expérience de collectivités territoriales ayant déjà structuré une démarche de collecte de fonds et de tirer les enseignements des différentes pratiques en la matière.

Développement durable

• Energies renouvelables : ça décolle dans les territoires.

Olivier Descamps.

La Gazette, n° 4/2254, 26 janvier 2015. pp. 17-22.

La France s'est engagée à consommer 23% d'énergies renouvelables en 2020. Un chiffre difficilement atteignable si l'on n'accélère pas leur déploiement. C'est le but affiché par le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte qui sera discuté au Sénat en 2020.

Développement économique

• Evaluer l'utilité sociale de l'économie sociale et solidaire.

V. Branger ; L. Gardin ; F. Jany-Catrice ; S. Pinaud ; Apes Nord-Pas-de-Calais ; Clersé UMR 8019 ; Université de Valenciennes ; IDP. Janvier 2015. 43 p.

Résultat d'un travail collectif mêlant universitaires et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), cette publication constitue une aide à la réflexion et à l'action des acteurs de l'ESS lorsque ceux-ci sont confrontés à des questions relatives à l'évaluation de leur activité et de leurs effets.

Développement territorial

• Écologie industrielle et territoriale : le guide pour agir dans les territoires.

CGDD ; B. Duret ; C. Valluis ; C. Blavot.

Décembre 2014. 212 p. (« Coll. « Références » »)

Ce guide vise à donner des informations et conseils concrets pour initier, mettre en place, développer et pérenniser des démarches d'écologie industrielle et territoriale sur les territoires, en coordination étroite avec les projets stratégiques de développement durable menés par les acteurs publics locaux, et notamment les Agendas 21.

• Territoires et logiques d'influence : comment concilier efficacité et éthique ?

EM Normandie ; Ludovic François.

Comprendre & Entreprendre, n° 10, 12/2014.

4 p.

Les collectivités territoriales gagneraient à engager logiques et outils d'influence pour relever les défis économiques et sociaux. Face aux enjeux majeurs qui se profilent à l'horizon, il est indispensable que les logiques d'influence soutiennent les objectifs stratégiques des territoires.

Rapport sur les conditions du maintien de services publics dans les territoires et la contribution que La Poste pourrait y apporter.

Assemblée nationale. J. Launay.

Rapport d'information, n° 2495,



janvier 2015. 75 p.

Egalité - inégalité

• Inégalités environnementales et sociales : identifier les urgences, créer des dynamiques.

CESE ; Pierrette Crosemarie. 1/2015. 234 p.

Les relations et interactions entre inégalités environnementales et inégalités sociales ne font que depuis peu l'objet de travaux en France. L'importance des enjeux, notamment en matière de santé, nécessite pourtant de changer de paradigme. Ce changement demande la construction d'une vision globale et intégrée des inégalités d'exposition permettant d'agir en prévention. Il doit s'accompagner d'une réduction des inégalités d'accès aux ressources et aux aménités environnementales.

Rapport :  Synthèse : 

• Faire face aux inégalités de mobilité. Tactiques, stratégies et projets des ménages pauvres en périphérie parisienne.

Y. Jouffe ; D. Caubel ; S. Fol ; B. Motte-Baumvol.

Cybergeog : European Journal of Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 708, mis en ligne le 19/1/ 2015.

Les ménages pauvres qui vivent dans des territoires peu denses ne peuvent satisfaire les exigences de la mobilité automobile telle qu'elle est réalisée par la majorité de la population. Ces inégalités de mobilité quotidienne ne doivent cependant pas occulter les multiples manières d'y faire face. Cet article propose de recenser la diversité de ces ajustements, de souligner dans quelle mesure ils permettent de contrecarrer les inégalités d'accès aux ressources et de montrer comment ils se complètent les uns les autres.

Gouvernance

• Renouer la confiance publique - Rapport au Président de la République sur l'exemplarité des responsables publics.

Présidence de la République ; J-L. Nadal. Janvier 2015. 192 p.

Ce rapport formule une série de recommandations autour de quatre axes : guider l'action des responsables publics afin de préciser le cadre déontologique dans lequel les responsables publics exercent leurs fonctions ; associer et informer les citoyens pour renforcer la transparence de l'action publique ; garantir le juste usage des moyens publics ; améliorer la sanction des manquements à l'exemplarité.

Logement

• Comité de suivi de la loi Dalo : appliquer le droit au logement opposable aux personnes menacées d'expulsion. 7e rapport.

Haut-comité pour le logement des personnes défavorisées. (HCLPD), janvier 2015. 30 p.

Ce rapport établit un bilan détaillé de la mise en œuvre de la loi "Dalo". Le constat est particulièrement inquiétant : selon les dernières statistiques, seules 5 % des personnes menacées d'expulsion ont pu être reconnues au titre du droit au logement opposable. Le comité de suivi a formulé dans ce document 11 propositions afin de permettre que le droit au logement "passe enfin du stade de concept juridique à celui d'un droit effectif".

Métropole

• Rapport sur la seconde mission de suivi de la mise en application de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Assemblée nationale ; Yves Albarello ; Alexis Bachelay.
Rapport d'information, n° 2458, décembre 2014. 215 p.

Depuis le vote de la loi relative au Grand Paris du 3 juin 2010, la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire a souhaité contrôler la mise en application de ce texte et a créé une mission d'information. Les deux rapporteurs présentent l'état d'avancement de leurs travaux dans ce rapport d'étape.

Planification

• Le futur schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire : un schéma régional intégrateur ?

CGEDD ; P. Schmit ; S. Alexandre ; J-P. Thibault.
Décembre 2014. 64 p. (Rapport n° 008800-01)

Afin d'apporter une contribution aux discussions menées dans le cadre du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTR), ce rapport passe en revue les différents schémas s'appliquant au territoire régional existant, en examinant leur mode d'élaboration et d'approbation et leur caractère prescriptif. Il souligne que l'intégration territoriale des politiques nationales est nécessaire pour maîtriser un développement urbain devenu non soutenable. Le niveau régional, y compris après les fusions projetées, apparaît comme le niveau pertinent de cette intégration. Enfin, il propose la mise en place par étapes d'un « schéma régional intégrateur » à partir du socle fixé par le projet de loi NOTR.

Politique de la ville

• Dossier Politique de la ville - Ségrégation.

S. Zappi ; J.B Chastand ; M. Baumard ; A. Collas ; et al.
Le Monde, n° 21780 ; édition du 25 et 26 janvier 2015. 27 p.

• La politique de la ville ou les infortunes de l'égalité républicaine.

Thomas Kirszbaum.
HAL archives ouvertes, publié le 6 janvier 2015. 14 p.

"Cette introduction à un ouvrage collectif se propose d'éclairer l'épuisement du mythe de l'égalité « républicaine ». Prolongeant une série de séminaires de l'hedate, les contributions rassemblées émanent de chercheurs mobilisant les savoirs de plusieurs disciplines. À travers une double incursion dans le temps et dans l'espace, ces textes donnent à voir les espoirs qu'a fait naître la politique de la ville et les déceptions qu'elle a occasionnées. Il est opportun de décentrer nos regards en se tournant vers l'expérience d'autres pays européens, cette approche comparée aboutissant tantôt à désingulariser l'expérience française tantôt à confirmer son exceptionnalité. "

Prospective

• Navigation en prospective territoriale.

Urba Lyon. Point de repère, n° 1, janvier 2015, 20 p.

L'Agence d'urbanisme de Lyon propose dans ce premier numéro de Point de repère une autre manière de penser la prospective du territoire à partir de sept études conduites sur l'aire métropolitaine lyonnaise.

• La prospective des métiers et des qualifications, un outil pour renforcer la concertation régionale.

France Stratégie ; F. Lainé ; Cereq ; A. Valette-Wursthén
Céreq Bref, n° 327, décembre 2014. 4 p.

Anticiper les mutations économiques et les évolutions des métiers et des compétences constitue un enjeu majeur. En région, le pilotage et l'orientation de l'offre de formation sont de plus en plus alimentés par les démarches de prospective des métiers et des qualifications (PMQ). Au-delà des éléments de cadrage qu'elles fournissent, elles sont un outil au service de la concertation dans un domaine où la gouvernance est partagée entre différents acteurs.

Questions sociales

• Quand les villes imaginent le bien vieillir.

Emmanuelle Stroesser.

Maires de France, n° 320, janvier 2015. pp. 34-39.

Demain, les plus de 60 ans prendront une place prépondérante dans nos villes. Faut-il y voir l'opportunité de réfléchir à « mieux vivre ensemble » pour tous ? Cette approche positive du vieillissement pose la question de façon plus ouverte qu'au seul prisme de la dépendance.

Rural

• Evaluation du dispositif de revitalisation rurale (ZRR).

CGEDD ; P. Labia ; IGA ; C. Ferrier ; P. Renaud ; CGAAER ; T. Berlizot ; IGAS ; M. Morel.
7/2014. (Publication : Janvier 2015). 167 p. (Rapport n° 009613-01)

L'évaluation du dispositif a permis de démontrer l'utilité d'apporter un soutien aux ZRR même si elle apporte quelques nuances à ce bilan. Elle estime nécessaire de maintenir une aide au profit des territoires ruraux afin de maintenir l'accès aux services essentiels. Elle préconise de resserrer le nombre de communes bénéficiaires composant ces EPCI à 10 000 au plus. Elle juge également important de donner aux collectivités locales les moyens de développer des logiques de projets et de les encourager.

• Développement des communes rurales, accès aux services et nouveaux modes de vie.

CGEDD ; B. Creuchet ; P. Dieny ; J-J. Kegelart.
8/2014. (Publication : Décembre 2014). 54 p. (Rapport n° 008977-01)

L'étude porte sur les communes de moins de 2000 habitants dont les enquêtes de l'INSEE ont montré un développement significatif. Parmi les thèmes abordés : l'installation des nouveaux arrivants, la demande de services et le besoin d'infrastructures complémentaires. La mission rend compte également de l'évolution que génère la répartition des compétences entre communes et intercommunalités. En matière de planification et d'urbanisme, elle s'attache à examiner les conséquences de l'accroissement de population sur la périurbanisation.

Urbain

• Global risks 2015 - 10e édition.

World economic forum ; janvier 2015. 69 p.

Le rapport « Global Risks » du Forum économique mondial analyse, entre autres sujets, les dangers liés à une urbanisation non contrôlée. Si l'image d'une ville du futur durable et connectée (*smart cities*) fait rêver promoteurs et aménageurs occidentaux, la réalité à court terme risque d'être tout autre : « Aujourd'hui, 40 % de l'expansion urbaine mondiale se fait dans des bidonvilles », estiment les auteurs du rapport.

Union européenne

• Employment and social developments in Europe 2014.

Commission européenne – Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, décembre 2014. 332 p.
(« Coll. Social Europe »).

Le rapport tire les leçons de la récession et constate que ses effets sur l'emploi et les revenus sont moindres dans les pays disposant d'un marché du travail plus ouvert et moins segmenté et ayant davantage investi dans l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Le carré législatif et parlementaire

• Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

• Circulaire N° SG/CGET/2014/376 du 5 décembre 2014 relative à l'intégration des enjeux de santé au sein des contrats de ville.

• Circulaire MENE1430647N relative à la campagne de solidarité et de citoyenneté de la Jeunesse au plein air 2015.

• Convention financière du 14 janvier 2015 entre l'Etat et l'Anru relative au programme d'investissements d'avenir.

• Convention quinquennale 2015-2019 du 2 décembre 2014 entre l'Etat et l'UESL-Action Logement.

Outils

• Dossier : Grand Paris : un débat capital.

La Gazette propose un dossier d'actu sur le Grand Paris. Il décrypte tous les enjeux de ce projet majeur pour le pays.

• Site internet du Secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance.

Une nouvelle rubrique vient d'être publiée sur le site du SG-CIPD, consacrée spécifiquement aux actions préventives concernant la radicalisation.